

INFOS LUTTES SPECIAL 2 JUIN 2016 A LA DGFIP**Clermont Ferrand ENFIP Action à l'occasion de la venue du Ministre**

La venue de Christian Eckert à l'ENFIP de Clermont-Ferrand a permis de rassembler près de 300 personnes devant cette dernière à l'appel des organisations syndicales Solidaires, CGT et FO de la DGFIP, ainsi que de l'Union Départementale CGT du Puy-de-Dôme. Des agents des finances publiques de plusieurs départements, ainsi que des salariés issus du privé comme du public et des étudiants ont ainsi réservé un « chaleureux » comité d'accueil au secrétaire d'Etat accompagné de tout un aréopage de hauts cadres de la DGFIP dont le directeur général Bruno Parent. Deux entrevues ont été organisées, avec les représentants des sections du département et de l'ENFIP, puis avec des représentants des bureaux nationaux et de sections ayant fait le déplacement (Pyrénées-Orientales, Lozère, Dircofi RAEB). **Seul élément notable de ces entrevues, les propos sur les restructurations à la DGFIP. Le directeur général lui a soumis près de 200 projets de restructurations pour 2017, dont 58 ont d'ores et déjà été rejetées. Il reste à apporter des arbitrages sur les 148 restructurations encore à l'étude, et pour lesquelles les arbitrages seront rendus dans les prochains jours !** Les décisions ne seront prises selon lui qu'après consultation des comités techniques, et sur l'avis des préfets et des élus locaux. Les situations des PO et de la Lozère seront examinées avec attention. C'est tout! En dehors de ces éléments, le secrétaire d'Etat s'est livré à un exercice de communication publique, que ce soit lors de ces audiences, lorsqu'il est venu face aux manifestants ou bien devant les caméras, répétant à l'envie le même refrain : *« PPCR est un bon dispositif, ce n'est pas une régression sociale », « la retenue à la source, mission régaliennne, restera au sein de notre administration avec le choix du recours aux entreprises et non à l'URSSAF comme certains l'envisageaient », « Il y a beaucoup de fonctionnaires dans notre pays par rapport à d'autres pays d'Europe. Nous avons décidé de ne pas supprimer globalement de postes de fonctionnaire mais nous avons défini des priorités. Notre ministère paye plus que son poids dans la contribution au financement d'emplois dans ces autres ministères. » « Les nouvelles technologies (télédéclarations, paiements en ligne, dématérialisation avec les collectivités locales) permettent de gagner du temps dans les missions » « Concernant la fraude fiscale, le chiffre de 60 Mds est une estimation puisque parlant d'argent dissimulé, on n'a aucune preuve de la réalité. Depuis 2012 les chiffres le prouvent : les prises en charges et le recouvrement des créances liées au contrôle fiscal sont en hausse. La création du STDR a permis d'avancer sur le sujet. » En d'autres termes : « Circulez, y'a rien à avoir » ! **La présence de la CGT a permis de faire la liaison entre ce que nous vivons à la DGFIP et les attaques générales contre le monde du travail (rapport Laurent, Loi Travail). Cela a ainsi été l'occasion d'organiser la votation citoyenne, d'appeler à la tenue d'assemblées générales partout pour construire un mouvement sur la durée, de rappeler que les retraités seront mobilisés le 9 juin prochain, et d'appeler à la grève pour le 14 juin prochain !***

13 – Bouches-du-Rhône

Suite à une assemblée générale réunie en urgence sur le site Borde / Prado / Liandier ayant regroupée 90 collègues, l'intersyndicale CGT, Solidaires et FO a appelé les collègues des Bouches-du-Rhône à la grève le 2 juin et à participer à la manifestation interprofessionnelle sous bannière commune intersyndicale Finances Publiques. Il s'agissait de faire ainsi entendre la colère des agents des Finances Publiques des Bouches-du-Rhône, dans le cadre d'une lutte convergente avec celle menée contre la loi El Khomri.

TOUTES LES INFOS DE LA CGT FINANCES PUBLIQUES SUR**<http://www.financespubliques.cgt.fr/>**

INFOS LUTTES SPECIAL 2 JUIN 2016 A LA DGFIP

2A – Corse-du-Sud

Les sections FO, CGT, et Solidaires de Corse du sud ont tenu une HMI le 2 juin au SIP de Cunéo à Ajaccio. Une soixantaine d'agents y ont participé, y compris certains agents des postes comptables situés à proximité. Les débats ont porté sur les conditions de vie au travail, sur les incidences de la réforme du code du travail (loi EL KHOMRI) et ses déclinaisons sur notre statut avec la PPCR, RIFSEEP... Suite à ces échanges les personnels ont décidé de porter leurs revendications à la direction départementale. Ils ont envahi le bureau du Directeur afin qu'il écoute et surtout fasse remonter le mal être des collègues et leur refus de suppressions d'emplois supplémentaires. Ils lui ont demandé des réponses pour le 10 juin, jour du CTL, faute de quoi, les actions pourraient prendre une tournure plus radicale.

29 – Finistère

L'intersyndicale CGT, Solidaires et FO appelait à une assemblée générale à Brest et organisait des tournées de services sur les sites du département le 2 juin. L'assemblée a réuni un cinquantaine de collègues avec des débats riches visant à préciser les revendications sur les suppressions de postes, notamment la fusion des SIE de Brest et le transfert de la trésorerie du CHU. Les premières inscriptions pour la manifestation nationale du 14 juin pour le retrait de la loi travail ont été enregistrées à cette occasion. Une conférence de presse a été organisée à la suite de l'assemblée générale et les collègues ont rejoint ensuite la manifestation intersyndicale et interprofessionnelle pour le retrait de la loi travail.

31 – Haute-Garonne

Les sections syndicales CGT, Solidaires et FO à la DGFIP ont appelé les collègues de Haute-Garonne à se réunir sur chaque site en Assemblée Générale pour décider des revendications et des actions (y compris la grève). Elles ont également appelé à se rassembler à 9h à la direction rue des lois pour interpellier leur directeur, à se rassembler à partir de 11h devant la direction place occitane et à participer à la manifestation interprofessionnelle du 2 juin. Deux cents collègues étaient en grève et un courrier intersyndical a été remis au directeur local faisant état des revendications des personnels.

40 - Landes

Les agents étaient appelés à se réunir le 2 juin à la mi-journée par l'intersyndicale Solidaires, CGT et FO pour demander l'arrêt des suppressions de poste et le retrait de la loi Travail. Ils ont manifesté l'après-midi au péage de Bénesse-Maremne. Une trentaine d'agents du Centre des finances publiques de Mont-de-Marsan ont profité de la pause méridienne pour se rassembler ce jeudi afin d'observer un **"midi debout"** en cassant la croûte devant l'immeuble de leurs bureaux. Une assemblée débat a eu lieu pour discuter de la situation actuelle. Les collègues ont déploré **la suppression continue de postes depuis dix ans** (2 200 sont encore prévues au niveau national cette année, soit une quinzaine pour les Landes). Des mesures qu'ils dénoncent, obligeant le public à prendre un rendez-vous à l'avance pour consulter un agent, l'accueil primaire étant désormais impossible, faute d'effectifs. Les collègues demandent aussi **le retrait de la loi Travail**, dont l'article 23 qui pour eux remet en cause le statut de la fonction publique. Ils participeront à la grève nationale annoncée pour le 14 juin. Un autre debout midi était **également organisé à Dax**, ainsi qu'une **réunion d'information à Morcenx**. Une manifestation aux barrières de **péage de l'autoroute A 63 à Bénesse-Maremne** était aussi organisée jeudi après-midi, provoquant un gros bouchon en direction de l'Espagne.

TOUTES LES INFOS DE LA CGT FINANCES PUBLIQUES SUR

<http://www.financespubliques.cgt.fr/>

INFOS LUTTES SPECIAL 2 JUIN 2016 A LA DGFIP

44 – Loire-Atlantique

A l'appel des sections CGT, Solidaires et FO, les collègues étaient appelés à se rassembler le 2 juin devant leurs centres des Finances Publiques. Au siège de la direction, le rassemblement avait lieu à 8H0 à Nantes pour débattre des revendications propres à la DGFIP. Les collègues du département étaient ensuite appelés à participer aux manifestations intersyndicales et interprofessionnelles pour le retrait du projet de loi. Une centaine de collègues étaient en grève.

62 – Pas-de-Calais

Les sections Solidaires Finances Publiques 62, UNSA Finances Publiques 62 et CGT Finances Publiques 62 appelaient jeudi 2 juin 2016, les agents à se réunir, à agir ensemble, à se mobiliser, et à se déterminer sur leur avenir au sein de la DGFIP. Les agents ont été réunis dans la matinée en HMI et ont été appelés à participer aux distributions de tracts au public alertant les usagers et HMI/AG. La CGT Finances Publiques 62 a appelé, en Assemblée Générale, à décider d'une grande journée d'action le 14 juin, et des suites à donner ...

65 – Hautes-Pyrénées

La 9ème journée de mobilisation contre la loi travail a été marquée dans le département des Hautes Pyrénées par une nouvelle manifestation réunissant 1700 personnes à Tarbes. La manifestation s'est poursuivie dans l'après-midi par une opération péage ouvert à la sortie Tarbes Ouest. Dans la matinée une opération de blocage de la DDFIP des Hautes Pyrénées a été réalisée. L'appel à la grève intersyndical des agents de la DDFIP a été suivi par 26 % des agents du département. Un rassemblement s'est tenu à partir de 8 h 30 devant la DDFIP, des salariés grévistes (cheminots, EDF, éducation ..) se sont joints aux agents des finances. Un débat s'est engagé avec le directeur départemental à la fois sur la loi travail et les conséquences directes et indirectes à terme pour l'ensemble des salariés du pays (du privé comme du public) mais aussi, et essentiellement, sur la situation des services de la DDFIP. Alors que les restructurations se multiplient, que les mouvements de mutation se réduisent comme peau de chagrin (voir le dernier mouvement C qui met les centres des finances de Lourdes et Lannemezan en grande difficulté), que le service public de proximité est condamné à court terme et que les conditions de travail mettent de plus en plus d'agents en situation de souffrance..... Le directeur départemental, fidèle à ses habitudes et en parfait accompagnateur de la méthode Bruno Parent , s'en est tenu à réciter des éléments de langage désincarnés. Interpellé sur la question des conditions de travail et de la souffrance au travail par le secrétaire départemental de l'Union Départementale CGT, le directeur s'en est tenu à indiquer qu'il gérât la pénurie et faisait en sorte de "limiter" les risques. Interpellé sur la saignée des emplois C depuis 12 ans, les vacances d'emplois de B et de C et le fait que l'encadrement dirigeant n'ait jamais été aussi dense dans les services, le directeur s'en est tenu à expliquer la suppression massive d'emplois B et C par le contenu des métiers et les évolutions technologiques. A 10 h 30 les agents des finances ont rejoint la manifestation Tarbaise.

TOUTES LES INFOS DE LA CGT FINANCES PUBLIQUES SUR

<http://www.financespubliques.cgt.fr/>

INFOS LUTTES SPECIAL 2 JUIN 2016 A LA DGFIP**83 – Var**

Les syndicats CGT, Solidaires et FO, sont entrés dans l'action avec les agents de la DDFIP du VAR, ce jeudi 2 juin 2016. Organisés autour d'un préavis de grève reconductible jusqu'au 30 juin 2016, les agents se sont installés dans l'accueil de L'HDF de TOULON. Le responsable du service a décidé de ne pas ouvrir au public. A 15h, Guy ROBERT, le DDFIP, a reçu les grévistes en audience. A 15h, le directeur départemental a reçu les grévistes en audience. A cette occasion, les agents ont pu lui exposer les revendications propres aux agents de la DDFIP 83, notamment le comblement des vacances d'emplois du département qui s'élèvent à 82 (A, B, C) et lui ont demandé de faire savoir au Premier ministre leur opposition à la loi travail. A cette occasion, l'intersyndicale a pu lui exposer les revendications et lui demander de les transmettre à la DG, en particulier le comblement des vacances d'emplois du département qui s'élèvent à 82 (A, B, C). Le directeur a répondu que cela était déjà fait et qu'il transmettrait à l'issu de cette audience cette demande à la DG. Il s'est offusqué du fait que l'action ait été décidé sans le prévenir. Les représentants syndicaux lui ont répondu que les agents décidaient de l'action en AG, qu'il était libre de venir y participer et que ce genre de décisions n'étaient pas discutables avec lui. Ils lui ont également rappelé que, la dernière fois que les agents ont voulu venir discuter avec lui, en amont d'une réunion, la consigne avait été donnée à tous les chefs de service de retirer de leur pointage leur temps de présence à cette réunion. Il avait ainsi obligé les agents à dépointer, les plaçant dans l'illégalité puisqu'absents de leur poste de travail, mais pas des locaux, sur la plage horaires fixes. C'est donc le directeur départemental qui refuse d'écouter des agents. C'est donc lui qui refuse de les entendre et les sanctionne directement. Le directeur a aussi rappelé son positionnement quand à l'action reconductible et le fait qu'il juge illégale le blocage de l'accueil. Après un vif échange, au cours duquel les représentants syndicaux lui ont prouvé que l' action n'était pas illégale, ils l'ont à leur tour interrogé sur l'illégalité, par exemple, du travail dissimulé dans notre administration. Comme le directeur noyait le poisson et maniait la langue de bois avec aisance, les représentants syndicaux ont refusé de continuer à discuter et l'ont invité à venir le faire avec les agents dès lundi matin. L'action reprendra dans le Var lundi 6 juin à 8H00.

92 – Hauts-de-Seine

A l'appel de l'intersyndicale CGT, Solidaires et FO, 40 collègues représentants 14 sites et une vingtaine de services se sont rassemblés le 2 juin à 9H00 au siège de la direction départementale. Il étaient appuyés par 126 agents grévistes (7,60%) et porteur des revendications de leurs services. Ils ont été reçus en audience collective par la direction départementale. Les collègues ont porté leurs revendications d'arrêt des suppressions d'emplois, de comblement des postes vacants, leurs exigences relatives à leurs conditions matérielles de travail et leurs inquiétudes sur le devenir de leurs missions, notamment dans le cadre des lignes directrices de la DGFIP. A l'issue de l'audience, l'intersyndicale a appelé les collègues à participer massivement à la grève et à la manifestation nationale du 14 juin. Les agents présents ont constitué avec leurs organisations syndicales un comité de mobilisation dont la première tâche est de faire le compte-rendu de l'audience auprès des collègues des services du département et de débattre des suites à donner à la mobilisation.

971 972 – Guadeloupe et Martinique

Guadeloupe : fermeture du site AZUR de Basse-Terre a été fermé toute la journée du 1^{er} juin avec un piquet de grève majoritairement tenu par les militants CGT. Une consultation des personnels au préalable a été proposée par l'intersyndicale 178 agents ont participé et ont voté majoritairement pour une reprise du dialogue avec le DRFIP.

Martinique : 30 % des agents en grève à l'appel de l'intersyndicale ce 2 juin.